

Médias sous influence



Un nouveau projet de loi sur les médias attend

l'approbation du Parlement. Elaboré par les cinq partis parlementaires, le projet vise à introduire une nouvelle autorité chargée de la surveillance du marché des médias.

Un nouveau projet de loi, telle serait la réponse des partis politiques aux failles de la loi actuelle: Celle-ci rendait en effet possible une trop grande influence de la sphère politique sur les médias. Une réponse qui a suscité de nombreuses critiques au point que les partis mêmes qui ont conçu ce projet semblent désormais se dérober.

L'actuelle loi sur les médias est entrée en vigueur en 1996 après une longue saga que l'on appelle «la guerre des médias» en Hongrie. L'expression fait référence à une période après le changement de régime où, faute de consensus politique, les médias étaient restés soumis à une réglementation datant de l'époque soviétique. Malgré la nécessité pressante de diminuer l'influence gouvernementale sur les médias, les camps politiques ne sont parvenus à un accord qu'en 1995. Cette loi a alors permis l'apparition des chaînes commerciales à côté des trois chaînes publiques (MTV1, MTV2 et Duna TV). L'esprit concurrentiel dans lequel les partis politiques ont conçu cette loi explique d'ailleurs les problèmes actuels.

Le premier problème concerne le financement des chaînes publiques: afin d'éviter toute influence des forces politiques, elles fonctionnent comme des fondations publiques mais sont souvent contraintes de récolter des fonds privés et de diffuser des publicités, au détriment des programmes civils et culturels. Cette tendance s'est accentuée au cours des dernières années et la nécessité d'une modification de la loi actuelle s'est ainsi peu à peu imposée. Selon le nouveau concept, les subventions des chaînes seraient préalablement fixées pour plusieurs années et les publicités devraient disparaître des chaînes publiques dans un délai désigné.

Le deuxième problème est celui de l'influence politique. Le gouvernement et l'opposition peuvent déléguer des représentants au sein des comités de surveillance des fondations publiques, mais la majorité des places restent réservées aux membres de la société civile. Par méfiance à l'égard de leurs opposants, les partis ont donc établi un système qui tente de garantir la neutralité au niveau des cadres. Mais ce système s'est révélé contre-productif: les civils étant en effet trop souvent devenus les pantins des partis politiques...

Bien que les experts soient unanimes à considérer que la nouvelle loi devra redéfinir le recrutement des cadres, le projet récemment présenté est plus que contestable de ce point de vue. Au lieu de diminuer l'influence politique sur les médias, il établirait une Autorité nationale des médias (Nemzeti Médiahatóság-NMH) qui serait quasi toute-puissante en tant qu'instance de surveillance et de régulation du marché des médias. D'une part, elle aurait le droit de mener des enquêtes au sein des médias dans le cadre de la surveillance de la libre concurrence, d'autre part elle définirait les programmes que certaines chaînes devraient supprimer ou au contraire, introduire.

Suite à la vague de protestations déclenchée par ce projet, le comité du MSZP a décidé de ne plus le soutenir, probablement par peur de l'influence que la droite pourrait exercer sur les médias au cas où elle gagnerait les élections en 2010... Selon la Constitution hongroise, la loi sur les médias ne peut être modifiée que par le consensus de deux tiers des députés, le projet devra donc être repensé pour qu'il obtienne l'accord des socialistes. D'autre part, le rejet des socialistes a donné un nouveau coup de grâce aux relations entre le MSZP et le SZDSZ, les libéraux ayant l'intention de modifier la loi actuelle le plus vite possible.

Anna Bajusz

- 5 vues

Catégorie

Agenda Culturel